

# L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIOS GENERALES N° 432 DU JEUDI 14 MAI 2026 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Offensive diplomatique

## Mamadi Doumbouya à l'Africa Forward Summit à Nairobi et au CEO Forum à Kigali

P.2



Assainir Conakry en un mois P.3



**Le regard du président des acteurs de l'assainissement (Entretien)**

Réception de 280 logements sociaux P.4



**Le DGA de l'AGUIFIL apporte des précisions (Entretien)**

Sommet Africa Forward P.5



**« La France cherche à renforcer sa présence stratégique en Afrique » (Ibrahima M'Bemba Bah spécialiste des questions internationales) (Entretien)**

Edito à vue d'Aigle

### Un double scrutin et ses enjeux !

Après l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, qui a vu la victoire de Mamadi Doumbouya, les regards des Guinéens sont désormais tournés vers les législatives, les communales et les sénatoriales.

De l'avis de tous les observateurs avertis, le Président Mamadi Doumbouya aura besoin, les 7 prochaines années, d'une assemblée nationale qui lui soit favorable pour pouvoir mettre en œuvre son projet de société en faveur des Guinéens de l'intérieur et de la diaspora...

P.3

Élections du 31 mai  
Le FRONDEG revient dans la course

P.4

Élections municipales  
La HAC définit l'ordre de passage des candidats dans les médias publics

P.5

Guinée  
Le DG de l'Agence nationale de la météorologie annonce de fortes précipitations, avec des risques d'inondations

## Edito à vue d'aigle



# Un double scrutin et ses enjeux !

Après l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, qui a vu la victoire de Mamadi Doumbouya, les regards des Guinéens sont désormais tournés vers les législatives, les communales et les sénatoriales.

De l'avis de tous les observateurs avertis, le Président Mamadi Doumbouya aura besoin, les 7 prochaines années, d'une assemblée nationale qui lui soit favorable pour pouvoir mettre en œuvre son projet de société en faveur des Guinéens de l'intérieur et de la diaspora.

C'est dans ce cadre que le Premier ministre Amadou Oury Bah, en février, a eu une rencontre avec les leaders des partis et mouvements alliés de GMD (Génération pour la Modernité et le Développement) pour parler entre

autres de ce sujet d'actualité.

Aujourd'hui, la campagne pour le double scrutin (législatif et communal) bat son plein aux quatre coins du pays.

En signe de protestation contre ce qu'il considère, à tort ou à raison, comme des anomalies et des dysfonctionnements, le FRONDEG de Yéro Baldé (arrivé 2ème à la dernière présidentielle) avait suspendu sa participation au processus électoral, avant de revenir à de meilleurs sentiments.

A noter que de nombreux conseillers nationaux sortants, dont leur président, Dr Dansa Kourouma et d'anciens ministres CNRD sont dans la course pour la députation. Ce qui, sans surprise, est dénoncé avec véhémence par les détracteurs du régime Doumbouya, qu'ils accusent de parjure.

A l'issue des élections législatives du 31 mai prochain, les Conseillers nationaux de la transition seront remplacés par des députés élus. Même cas de figure pour les délégations spéciales qui vont céder la place aux conseils municipaux régulièrement élus par les citoyens des différentes communes du pays.

Pour rappel, c'est le 17 janvier 2026 que Monsieur Mamadi Doumbouya a été investi dans ses fonctions de Président de la République de Guinée, pour un mandat de 7 ans (renouvelable une fois) par la Cour suprême. C'était au cours d'une cérémonie organisée au Stade Général Lansana Conté de Nongo, en présence de ses homologues de Gambie, du Sénégal, de la Mauritanie, du Mali, de la Sierra-Léone, du Libéria, du Rwanda et du Gabon. Sans oublier la présence remarquable des présidents des institutions républicaines, des leaders religieux, de nombreux invités de marque, des artistes de renom, des membres de la famille présidentielle, des candidats malheureux à la présidentielle, d'une foule d'anonymes.

Dans son discours d'investiture, l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales a dédié son mandat aux femmes et aux jeunes, deux couches qui occupent une place de choix dans son projet de société. Il n'a pas manqué de rappeler que la Guinée est une et indivisible. Il a tendu sa main à toutes les filles et à tous les fils du pays pour une reconstruction nationale sur des bases solides et viables.

Kéfina Diakité



Cette ordonnance de référé, portant le N° 018, marque une étape cruciale pour l'État de droit et la reconnaissance des processus démocratiques internes aux associations professionnelles.

Une décision fondée sur la rigueur du droit

Sous la présidence de madame Aïssatou Sakho, assistée du greffier Maître Oumar Camara, le tribunal a fait preuve d'une analyse juridique rigoureuse. Malgré les exceptions d'incompétence soulevées par la

## Justice en Guinée

# Le TPI de Kaloum confirme la légitimité au sein de l'AGEPI

Dans une décision très attendue rendue le 12 mai 2026, le Tribunal de Première Instance de Kaloum a tranché le litige opposant les structures dirigeantes de l'Association Guinéenne des Éditeurs de Presse Indépendante (AGEPI).

partie adverse, la présidente a affirmé la compétence du juge des référés civils, rappelant que l'AGEPI est régie par les principes du droit civil applicables aux associations.

Le tribunal a ainsi :

Déclaré recevable l'action intentée par Mamadou Aliou Diakité.

Ordonné à la Direction Générale des Élections (DGE) le versement de la subvention de 100 000 000 GNF à Monsieur Diakité, destinée à la couverture des prochaines élections législatives et communales.

- Condamné la partie adverse aux dépens, confirmant ainsi la solidité des prétentions du demandeur.

La Justice, véritable « Boussole » de la nation

Ce verdict est accueilli par de nombreux observateurs comme une preuve supplémentaire que la justice guinéenne s'affirme

chaque jour davantage comme la boussole guidant les citoyens et les institutions. Le professionnalisme exemplaire de madame la Présidente Aïssatou Sakho et de tout son staff mérite d'être salué.

Leur capacité à dénouer des situations complexes avec célérité et impartialité renforce la confiance du peuple envers son système judiciaire. Cet acte invite chaque Guinéen à croire fermement aux institutions de la République. Lorsque le droit est dit avec une telle clarté, c'est toute la démocratie guinéenne qui en sort grandie.

Mamadou Aliou Diakité, désormais conforté dans ses fonctions par cette décision de justice, peut sereinement poursuivre sa mission de coordination de la presse indépendante pour les échéances électorales à venir.

Kéfina Diakité

## Offensive diplomatique

# Mamadi Doumbouya à l'Africa Forward Summit à Nairobi et au CEO Forum à Kigali

Les 11 et 12 mai 2026, le président guinéen Mamadi Doumbouya a pris part au sommet Africa Forward à Nairobi, au Kenya, aux côtés du Français Emmanuel Macron et de nombreux autres Chefs d'Etat du continent. Une rencontre au terme de laquelle d'importants engagements ont été pris.

Prenant la parole à cette occasion, le Chef de l'Etat guinéen a déclaré devant ses pairs : « L'Afrique ne peut plus être simple fournisseur de matières premières destinées à alimenter les industries du monde. La Guinée s'inscrit pleinement dans cette vision à

plus propre, indispensable aux infrastructures vertes, aux transports durables et aux technologies de la transition énergétique », fera-t-il remarquer ?

« Mon pays est prêt à travailler avec tous les partenaires africains et internationaux pour

dirigeants d'entreprises, d'investisseurs et de décideurs politiques du continent. C'est un Forum qui se concentre essentiellement sur trois piliers, à savoir l'investissement dans les infrastructures stratégiques, l'innovation technologique et le développement du secteur



travers ma vision du programme Simandou 2040 destiné à faire de la Guinée un acteur majeur de l'économie verte mondiale » Il soutiendra par ailleurs que Simandou n'est pas qu'une mine ; c'est le catalyseur d'une révolution industrielle écologique. « Le minerai de fer de qualité de Simandou contribuera à produire un acier

bâtir une nouvelle génération de coopérations fondées sur le respect mutuel, la confiance et la co-construction », ajoutera-t-il.

Après Nairobi, le président Mamadi Doumbouya s'est rendu à Kigali, au Rwanda de Paul Kagame pour participer au CEO Forum, qui est l'un des plus grands rassemblements de

privé. Une occasion pour le président guinéen de présenter les réformes courageuses en cours dans son pays ainsi que les opportunités dans le secteur des mines, quelques mois après le lancement du mégaprojet Simandou.

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018

Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya

- BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com

Tél: (+224) 621 93 53 88

Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité

Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef: Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba

Comité de Rédaction: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub:

Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50

Imprimeur: Alseny Camara 628066445

Imprimerie: Imprimerie Lanyi

Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page: CMP-GAMS 629106363

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

INTERVIEW

Assainir Conakry en un mois

## Le regard du président des acteurs de l'assainissement

**Le ministre de l'Assainissement, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures a procédé mardi au lancement d'une vaste opération d'assainissement dans la capitale. De 22h à 7h du matin, Aboubacar Camara et ses équipes ont effectué le curage de plusieurs quartiers de Conakry. Cette initiative vise à prévenir les inondations qui surviennent le plus souvent pendant la saison des pluies.**



Selon Sory Camara, président de la Fédération des Gestionnaires des Déchets en Guinée (FEGEDEG), l'idée est bonne, mais elle doit être accompagnée d'un esprit citoyen pour régler durablement cette question.

**L'Aigleinfos :** Le gouvernement a lancé dans la nuit du mardi 12 mai une vaste campagne d'assainissement d'un mois allant jusqu'au petit matin. Comment appréciez-vous cette initiative ?

Sory Camara : C'est une très bonne initiative qui s'inscrit dans le cadre de la prévention des catastrophes et des urgences liées à la mauvaise gestion des déchets.

Comme vous le savez, l'année passée et les années



précédentes, pendant la saison des pluies, il y a eu des inondations qui ont causé des pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels. Donc, c'est une décision salubre qu'il faut soutenir.

**L'Aigleinfos :** Pensez-vous que le délai d'un mois est suffisant pour assainir la ville et prévenir les inondations ?

Sory Camara : Oui, vous savez,

toutes les activités ne sont pas les mêmes.

Cette opération concerne des actions ponctuelles qui doivent mobiliser toutes les parties prenantes. Mais il y a aussi d'autres activités engagées depuis longtemps grâce à une synergie entre le gouvernement, les communes et le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. Des travaux

de curage ont déjà commencé depuis plusieurs mois.

Après les 30 jours de cette phase de mobilisation massive, les activités vont se poursuivre. Donc, les 30 jours annoncés correspondent à une phase du programme, mais l'assainissement reste une activité continue.

**L'Aigleinfos :** Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans la gestion quotidienne des déchets ?

Sory Camara : La première difficulté aujourd'hui, c'est l'incivisme de certains acteurs, notamment des populations, des opérateurs et des industries, qui ne gèrent pas les déchets conformément aux orientations nationales.

Le deuxième problème, c'est l'insuffisance des moyens, aussi bien au niveau des communes que des acteurs de terrain. Les ressources ne sont pas suffisantes pour mettre en œuvre les politiques et stratégies définies.

En plus, beaucoup de caniveaux sont obstrués un peu partout. Dès les premières pluies, les eaux de ruissellement transportent les déchets abandonnés dans l'environnement et bouchent les caniveaux. Cela remet souvent en cause les acquis obtenus dans le cadre de nos activités. Voilà quelques-unes des principales difficultés que nous rencontrons.

**L'Aigleinfos :** Quand on parle de

curage de caniveaux, une importante quantité de déchets est produite. Concernant leur acheminement, pensez-vous que la décharge de Dar-es-Salam peut continuer à recevoir ces ordures ?

**Sory Camara :** Depuis longtemps, nous disons que la décharge de Dar-es-Salam est arrivée à saturation, parce qu'elle se trouve aujourd'hui en plein centre-ville et entourée par des milliers d'habitants. Le gouvernement et ses partenaires travaillent actuellement sur la délocalisation de cette décharge et sa fermeture progressive.

À l'approche de l'hivernage, l'essentiel est que tous les acteurs travaillent en synergie. Ceux qui curent les caniveaux doivent collaborer avec ceux chargés du transfert des déchets, afin d'éviter des opérations isolées dans les quartiers.

Si les déchets issus du curage ne sont pas évacués à temps, c'est comme si rien n'avait été fait. Cela peut décourager les populations et compromettre les efforts déjà fournis.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous, Monsieur Sory Camara, président de la FEGEDEG.

**Sory Camara :** C'est moi qui vous remercie.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Secteur de la publicité

## L'OGP interdit les banderoles, les panneaux, et les affiches sur les infrastructures publiques

**Le lundi 11 mai 2026, la Direction générale de l'Office Guinéen de Publicité (OGP), a publié un communiqué dans lequel elle interdit l'installation des banderoles, des panneaux, et des affiches sur les infrastructures publiques (passerelles, ponts, carrefours, etc.), sans son autorisation préalable.**

Comme on le sait, l'Office Guinéen de Publicité (OGP) est l'organe chargé de la régulation et du contrôle des activités publicitaires sur l'ensemble du territoire national. Le lundi 11 mai 2026, sa Direction générale a publié un communiqué dans lequel elle interdit l'installation des banderoles, des panneaux, et des affiches sur les infrastructures publiques (passerelles, ponts, carrefours, etc.), sans son autorisation préalable.

Dans sa note, l'Office Guinéen de Publicité (OGP) dit constater une recrudescence d'installations et d'affichages anarchiques sur les voiries et ouvrages publics, en violation des dispositions réglementaires en la matière.

Sa Direction générale a tenu à rappeler que toute opération d'affichage ou d'occupation publicitaire du domaine public doit obligatoirement faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par l'OGP. Et de menacer que tout contrevenant s'exposera au retrait immédiat des supports irrégulièrement installés ainsi qu'aux sanctions administratives, financières prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur dans le secteur de la publicité en Guinée. Reste à savoir maintenant si cette mesure d'interdiction sera respectée à la lettre par les acteurs concernés. Attendons de voir...

Kaba Kankoula



Élections du 31 mai

## Le FRONDEG revient dans la course

**Le Front Démocratique de Guinée (FRONDEG) revient finalement dans le processus électoral après avoir annoncé son retrait il y a près de deux semaines.**

Le parti dénonçait alors plusieurs manquements et accusait la Direction générale des élections (DGE) et ses démembrés d'avoir rejeté les listes de ses

vous revendiquez quelque chose et qu'une partie des préoccupations est prise en compte, il est préférable de revenir», explique-t-il.

Selon lui, le principal objectif reste la



mandataires dans plusieurs zones considérées comme ses bastions.

Cette décision avait suscité des incompréhensions au sein du parti, notamment chez certains mandataires de l'intérieur du pays qui avaient affirmé leur volonté de poursuivre la course électorale malgré le retrait annoncé.

Après plusieurs démarches menées auprès des autorités, le FRONDEG estime avoir été rétabli dans une grande partie de ses droits. Même si certaines indiscretions évoquent des menaces de dissolution contre le parti. Une version d'ailleurs rejetée par ses responsables.

Pour Souleymane Mara, tête de liste du FRONDEG dans la commune urbaine de Tombolia, le retour du parti dans le processus s'explique par les avancées obtenues.

« Le FRONDEG a été rétabli dans beaucoup de ses droits. Voilà pourquoi nous avons demandé au bureau politique national de nous réintégrer dans la course. Quand

satisfaction des populations à travers une participation active au processus électoral.

« La population nous attendait sur le terrain. Aujourd'hui, nous sommes heureux de constater que le bureau politique national a accepté notre avis. Dans les prochains jours, une décision majeure pourrait être prise concernant notre situation », ajoute-t-il.

Souleymane Mara rejette également toute idée de pression exercée sur le parti.

« Nous n'avons jamais été menacés. Au contraire, c'est notre combat politique qui a permis d'obtenir ces résultats », affirme-t-il.

Même position du côté de Samba Camara, membre du bureau politique du FRONDEG.

« Nous n'avons reçu aucune menace. Au contraire, plusieurs personnes et délégations sont venues nous demander de revenir dans la course », soutient-il.

Le responsable des questions

électorales rappelle que le retrait du parti était motivé par le rejet de nombreuses candidatures, notamment dans le Grand Conakry.

« Nous avons constaté que toutes nos candidatures avaient été rejetées dans certaines communes. Cela justifiait notre retrait. Mais aujourd'hui, plusieurs candidatures ont été rétablies », explique-t-il.

Selon lui, le parti a également obtenu gain de cause concernant certaines invalidations aux élections législatives.

« Dans plusieurs localités, nos candidatures ont été rétablies à 100 %. Nous considérons cela comme une avancée », précise Samba Camara.

Le responsable du FRONDEG estime aussi que les démarches entreprises par le parti ont contribué à attirer l'attention sur certaines irrégularités liées au processus électoral.

« À chaque étape, nous avons dénoncé des violations du code électoral. Aujourd'hui, certaines corrections ont été apportées », dit-il. Le parti affirme toutefois resté vigilant malgré son retour dans le processus.

« Ce n'est pas parce que nous avons été rétablis dans nos droits que tout est réglé. Nous demandons à nos représentants de rester vigilants et de signaler toute violation de la loi », insiste Samba Camara.

Le FRONDEG assure désormais vouloir poursuivre la compétition électorale dans les communes où ses candidatures ont été validées, notamment à Kintinian, en Basse-Côte et dans plusieurs localités du Fouta.

Samuel Demba. D

INTERVIEW

Réception de 280 logements sociaux

Le DGA de l'AGUIFIL apporte des précisions

La cérémonie de réception des 280 logements sociaux s'est tenue le samedi 09 mai à Sonfonia Lac, sous la présidence du Premier ministre, Amadou Oury Bah. Selon le gouvernement, cette initiative vise à réduire la crise du logement, particulièrement à Conakry, et à faire baisser le coût des loyers.



Ces infrastructures immobilières ont été réalisées sur une superficie de 80 m². Le projet comprend 8 immeubles de type F3 totalisant 160 appartements. Sur des superficies de 95 m², il comprend également 6 immeubles de type F4 totalisant 120 appartements, soit un ensemble de 14 immeubles de type R+4.

Dans un entretien accordé à L'Aigleinfos, le directeur général adjoint de l'Agence guinéenne pour le financement du logement (AGUIFIL), Karim Bah, a donné des précisions sur ces logements sociaux.

**L'Aigleinfos :** Que représentent ces logements sociaux réceptionnés ?

**Karim Bah :** Ces logements sociaux



représentent aujourd'hui l'un des besoins essentiels des ménages après la nourriture. Les logements livrés seront accessibles aux populations guinéennes à des coûts raisonnables et abordables. L'État, à travers le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire, a mis le foncier à disposition afin de permettre aux citoyens d'accéder à des logements à des prix inférieurs au marché.

Cela permettra également aux bénéficiaires de réduire leurs dépenses de loyer. Au lieu de payer entre 4 et 5 millions de francs guinéens de loyer, certains pourront accéder à un logement pour un coût inférieur. L'argent économisé pourra servir à d'autres besoins, notamment l'éducation des enfants ou les dépenses familiales.

**L'Aigleinfos :** Quelles sont les conditions d'acquisition ?



**Karim Bah :** Ce projet s'adresse à tous les Guinéens : les fonctionnaires, les travailleurs du secteur privé formel et informel, ainsi que les Guinéens établis à l'étranger.

Nous avons commencé par enregistrer les fonctionnaires avant d'ouvrir également l'accès aux travailleurs du secteur privé. À ce jour, les logements déjà livrés concernent ces différentes catégories.

**L'Aigleinfos :** Plus concrètement, quelles sont les conditions à remplir ?

**Karim Bah :** La première condition est d'être de nationalité guinéenne. La deuxième consiste à s'inscrire sur la plateforme dédiée. La troisième est d'obtenir un crédit hypothécaire auprès de nos partenaires bancaires. L'objectif du dispositif mis en

place par le gouvernement, sous le leadership du président de la République, Mamadi Doumbouya, est de permettre aux Guinéens d'accéder rapidement à un logement en propriété, dans un délai de 14 à 22 mois, au lieu de passer plusieurs années à construire une maison.

**L'Aigleinfos :** Quel sera le coût des logements ?

**Karim Bah :** Le coût varie selon la région et la zone de construction. Les tarifs officiels seront communiqués ultérieurement par voie de presse à travers le ministère concerné.

**L'Aigleinfos :** Merci Monsieur le DGA de l'AGUIFIL.

**Karim Bah :** Merci à vous !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Secteur bancaire

La délégation syndicale de VistaGui dépose un préavis de grève à la direction générale de la banque

Le mardi 12 mai 2026, la délégation syndicale de VistaGui a officiellement déposé un préavis de grève à la direction générale de cette banque primaire, pour accumulation de revendications non résolues et absence persistante d'un dialogue social constructif.

Dans la plateforme revendicative de la délégation syndicale de VistaGui, l'on peut citer : la dégradation des conditions de travail, les dysfonctionnements techniques récurrents du système bancaire, l'instabilité du réseau ainsi que les pannes affectant le fonctionnement des services et la qualité des prestations offertes à la clientèle.

Elle pointe aussi des retards persistants dans le paiement de la prime variable (PTV), des arriérés de commissionnement concernant certains commerciaux, la non-application de certaines dispositions

sentiment de stigmatisation collective au sein du personnel. Il est dénoncé la conduite du processus de fusion en cours, estimant qu'il est mené sans information ni consultation préalable des travailleurs.

Les syndicalistes se disent prêts pour un dialogue social responsable mais regrettent le fait qu'aucune négociation sincère et constructive n'ait été engagée jusque-là avec la direction. Ce qui les a amenés à donner un délai légal de dix jours francs à la direction générale pour ouvrir des discussions



de la Convention collective des banques de 2021, notamment celles relatives aux avancements automatiques du personnel ; le refus de prise en charge médicale des époux de certaines collaboratrices ; le gel des crédits accordés au personnel sans concertation préalable.

Dans le document de la délégation syndicale de VistaGui, il est indiqué que le dossier des 5 milliards GNF aurait contribué à accentuer un

sérieuses et prendre des mesures concrètes. Passé ce délai, ils se verront dans l'obligation de déclencher un mouvement de grève. Ils disent avoir transmis leur préavis de grève à la Fédération syndicale autonome des banques, assurances et microfinances de Guinée (FESABAG), à l'Inspection générale du travail et à la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG).

Kaba Kankoula

Élections municipales

La HAC définit l'ordre de passage des candidats dans les médias publics

La Haute Autorité de la Communication (HAC) a procédé, lundi 11 mai, au tirage au sort déterminant l'ordre de passage des listes candidates dans les médias publics, dans le cadre des élections communales.

Le tirage, effectué par un huissier de justice, s'est tenu en présence des candidats de la zone de Conakry, des patrons de presse et sous la présidence de Boubacar Yacine Diallo, président de l'institution.

Après les législatives, place désormais aux communales, toutes prévues le 31 mai prochain. La HAC entend garantir l'équité et l'égalité de traitement entre toutes les entités engagées durant la campagne officielle. Un message rappelé par le président de l'institution au cours de la cérémonie.

Plusieurs partis et mouvements politiques sont engagés dans cette course électorale largement dominée par la GMD, présente dans la quasi-totalité des communes de Conakry et ses environs.

Dans les 13 circonscriptions concernées, l'ordre de passage se présente comme suit :

À Dixinn, l'Union des Démocrates de Guinée ouvrira le bal, suivie de la GMD et de la liste locale Dixinn Yonyètéfé.

La bataille s'annonce particulièrement serrée à Gbessia avec sept listes retenues : Avenir Guinée Nouvelle, FRONDEG, Gbessia d'Abord, Gbessia Unie, UDG, la GMD et le Mouvement Alternatif Démocratique.

À Kagbelen : la GMD,

Guinée Ensemble, l'UDG et la Coalition des Mouvements Bâtir Ensemble.

À Kaloum : Kaloum Yigui, GMD Kaloum Fé vers un avenir inclusif et durable, et Monument Libre de Kaloum.

À Kassa : la GMD passera en premier, devant Soo Salé Anou Kassa, Union Progrès Développement et le Mouvement Souïri Toumboui.

À Lambanyi : l'UDG, la GMD et l'UFC.

À Sanoyah : l'UDG et la GMD.

À Manéah : Manéah Fé ouvre

Renouveau, FRONDEG, le Rassemblement Guinéen du Travail, l'UDG et la GMD.

À Ratoma, le Parti pour la Progression et le Changement passe en premier, devant la GMD et Ratoma Nouvelle.

À Sonfonia, quatre listes sont enregistrées : Sonfonia Yigui, Sonfonia Fé, Parti pour la Progression et le Changement et la GMD.

Enfin, Tombolia détient le record avec 11 listes candidates : La Voix de Tombolia, Mouvement



la marche, suivie de la Coalition pour la Mouance Présidentielle, de l'Alliance pour le Développement Intégré de Manéah, de la Coalition Citoyenne pour le Développement de Manéah et de la GMD.

À Matam : Collectif des Leaders de Matam, FRONDEG, Matam pour Tous, la GMD, Matam Ma Priorité, Osons et l'UFC.

À Matoto : Matoto

Politique Wontanabé, Rassemblement des Guinéens pour l'Alternance, Révolution de la Jeunesse de Tombolia, Mouvement pour la Prospérité de Tombolia, Alliance Citoyenne pour le Développement, Parti des Démocrates pour l'Espoir, l'UDG, FRONDEG, la GMD et le Bloc Libéral.

Samuel Demba. D

INTERVIEW

Sommet Africa Forward

## « La France cherche à renforcer sa présence stratégique en Afrique » (Ibrahima M'Bemba Bah spécialiste des questions internationales)

Le sommet Africa Forward à Nairobi, au Kenya, se tient dans un contexte international marqué par des crises sécuritaires et des rivalités géostratégiques. Spécialiste des questions internationales, Ibrahima M'Bemba Bah analyse les enjeux de cette rencontre entre l'Afrique et la France, ainsi que ses implications pour la Guinée et le continent africain.



**L'Aigleinfos :** Que pensez-vous du sommet Africa Forward qui se tient actuellement à Nairobi, la capitale kenyane, entre le continent africain et la France ?

**Ibrahima M'Bemba Bah :** Il faut dire que ce sommet intervient dans un contexte difficile marqué par de nombreux conflits, notamment les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, qui impactent le bon fonctionnement des relations internationales. Il y a aussi des rivalités géostratégiques entre puissances européennes et internationales.

Nous suivons cela de près parce qu'il existe également un contexte africain particulièrement difficile, notamment en RDC et au Sahel, sans oublier les défis climatiques, énergétiques et agricoles

auxquels le continent est confronté. Tout cela crée un environnement peu favorable aux investissements.

**L'Aigleinfos :** Le président Mamadi Doumbouya fait partie des dirigeants africains présents à ce sommet. Que pourrait-il apporter à la Guinée dans le contexte de l'exploitation de Simandou ?

**Ibrahima M'Bemba Bah :** À mon avis, cela pourrait renforcer la coopération entre la Guinée et la France. Depuis l'avènement du CNRD, les relations entre les deux pays se sont consolidées, notamment dans les domaines de la sécurité, de la santé, de

l'éducation et du numérique.

Le président Emmanuel Macron est venu avec une importante délégation pour renforcer la coopération publique et privée, consolider les acquis et permettre à certaines entreprises françaises de décrocher des contrats dans le cadre du projet Simandou 2040. Il y a même un responsable français qui a été nommé à un poste stratégique au sein d'une compagnie minière, Nimba Mining Company. Cela montre un renforcement des relations bilatérales. Nous espérons que ce partenariat sera gagnant-gagnant.

**L'Aigleinfos :** Avant ce sommet,

d'autres rencontres entre la France et l'Afrique ont déjà eu lieu. Qu'est-ce que celui-ci pourrait apporter particulièrement au continent africain ?

**Ibrahima M'Bemba Bah :** Il n'y a pas de grand changement. Ce sont surtout des formules différentes : Afrique-France, France-Afrique ou Africa Forward. Ce sont des jeux de mots.

Pour que les relations entre la France et l'Afrique deviennent plus prospères, certaines questions doivent être abordées avec davantage de lucidité, notamment celle du franc CFA, qui reste perçu comme une monnaie coloniale, mais aussi la question des bases militaires et de la présence des entreprises françaises dans des secteurs stratégiques comme la téléphonie ou les infrastructures aéroportuaires.

**L'Aigleinfos :** Depuis plusieurs années, ce sommet ne s'était pas tenu dans un pays anglophone. Pourquoi, selon vous, le choix de Nairobi cette année ?

**Ibrahima M'Bemba Bah :** Cela montre que la France est en recul dans plusieurs de ses anciennes colonies, même si elle continue de s'appuyer sur elles pour maintenir sa présence en Afrique.

Dans l'Alliance des États du Sahel, la France est aujourd'hui en perte d'influence et parfois jugée indésirable. D'autres puissances, notamment la Russie et la Chine, gagnent du terrain sur le continent. Il

ne faut pas non plus oublier l'Inde, qui renforce sa présence économique à travers ses produits et ses véhicules sur les marchés africains.

**L'Aigleinfos :** Pensez-vous que ce sommet pourrait permettre à la France de se rapprocher de certains pays où elle est critiquée, notamment au sein de l'AES ?

**Ibrahima M'Bemba Bah :** Dans l'immédiat, il sera difficile de parler d'un retour de la France dans les États du Sahel. Mais il ne faut pas exclure la possibilité de contacts entre ces pays — le Burkina Faso, le Mali et le Niger — et la France.

Des États comme la Guinée ou le Gabon, ainsi que certaines organisations régionales et l'Union africaine, pourraient servir d'intermédiaires pour amorcer un rapprochement diplomatique.

Qu'on le dise ou non, ces pays traversent des difficultés économiques et financières. Dans ce contexte, un rétablissement progressif des relations diplomatiques pourrait être envisagé.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous, Monsieur Ibrahima M'Bemba Bah, spécialiste des questions internationales.

**Ibrahima M'Bemba Bah :** Je vous en prie.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

### Football espagnol

## Le FC Barcelone s'adjuge un 29ème titre en Liga

Le 10 mai dernier, le FC Barcelone, bien que privé de sa star, Lamine Yamal, blessé, a accueilli dans son antre de Camp Nou son grand rival, le Real Madrid au compte d'un clasico décisif pour l'attribution du titre de champion d'Espagne 2025-2026.

Les poulains de Hansi Flick sont sortis vainqueurs du duel et ont remporté du coup leur 29ème titre en Liga.

Avant ce clasico, les Catalans (FC Barcelone) étaient confortablement assis dans le fauteuil de leader de la liga (championnat espagnol de première division), avec 11 points d'avance sur le Real Madrid de Kylian Mbappé et de Vinicius Jr. Il leur suffisait le point du match nul pour s'adjuger un nouveau titre, pour le plus grand bonheur de leurs supporters aux quatre coins du monde. A la 9ème minute de la rencontre, l'international anglais, Marcus Rashford, réussira à ouvrir le score pour le Barça. L'Espagnol Torres doublera la mise à la 18ème minute. C'est sur ce score de 2-0 en faveur des locaux que l'arbitre sifflera la fin de la rencontre. Avec cette

victoire et les 14 points d'avance pris sur son poursuivant direct (Real Madrid), le FC Barcelone a non seulement remporté le clasico mais aussi son 29ème titre en Liga.

Le Français Kylian M'bappé, le meilleur buteur du Real Madrid, n'a pas pris part à ce clasico, pour cause de blessure, dit-on. Comme on le voit donc, après s'être fait éliminer tour à tour en Coupe du Roi et en Ligue des champions de l'UEFA au stade des quarts de finale par le Bayern Munich, le Real Madrid vient de dire adieu au titre champion d'Espagne au profit de son meilleur ennemi qui n'est autre que le FC Barcelone, qui réussit ainsi à sauver sa saison après son élimination de la Coupe du Roi et de la Ligue des Champions de l'UEFA.

Mamadou Oury



### Guinée

## Le DG de l'Agence nationale de la météorologie annonce de fortes précipitations, avec des risques d'inondations

Dans une interview accordée à *Africaguinee.com*, le Directeur général de l'Agence nationale de la météorologie (ANM), Dr René Tato Loua, tire la sonnette d'alarme par rapport aux fortes précipitations attendues dans plusieurs régions du pays.

Parlant des prévisions météorologiques pour l'année 2026, le Directeur général de l'Agence nationale de la météorologie (ANM), Dr René Tato Loua, a confié à *Africaguinee.com* : «Oui, nous sommes proches du démarrage de la grande saison de pluie en Guinée. En ce qui concerne les prévisions météorologiques, si nous prenons la pluviométrie, la région côtière et la région forestière sont concernées par des pluies qui vont être de normales à excédentaires. Donc, une quantité de

rapport à la normale. Tandis que la zone côtière et la région forestière auront des pluviométries qui vont dépasser la normale.

Mais par endroits en Haute-Guinée, par exemple dans le bassin du Niger, dans la ville de Siguiri, il y a des endroits précis qui ne seront pas épargnés des risques liés aux grandes pluies conformément à la cartographie des risques.»

Et à propos des conséquences auxquelles l'on peut s'attendre par rapport à cette situation, il dira ceci : « Dès lors que nous

risque primaire qu'on appelle les pluies diluviennes. Donc les quantités pluviométriques vont dépasser la normale et cela va provoquer des cas d'inondation. Donc comme conséquence, il faut s'attendre à des cas d'inondation, principalement dans ces zones indiquées.

On n'identifie pas ces zones par an, mais déjà je crois qu'il y a plusieurs services qui travaillent dans ce domaine. La cartographie des zones à risque d'inondation est déjà élaborée, je pense que par d'autres services. Mais nous, en tant que météo, ce que nous savons, c'est que déjà la capitale Conakry a une forme allongée dans la mer. Donc de part et d'autre de Conakry, plusieurs quartiers sont exposés aux risques d'inondation parce qu'il y a les bras de mer et par exemple les bas quartiers de Conakry sont exposés aux risques d'inondation. Aussi, même si ce n'est pas dans ces bas quartiers, il y a également des endroits où, à cause de l'obstruction, c'est-à-dire des déchets qu'on verse dans les caniveaux, des inondations spontanées peuvent être produites, même en hauteur. Parce qu'on a empêché l'eau de ruissellement, de couler tranquillement, et comme conséquence, l'eau va inonder les habitants. »

Une synthèse de Kaba Kankoula



pluviométrie considérable va être observée dans ces régions-là. Le reste du pays sera de normales à déficitaires. Ça veut dire que les pluviométries ne seront pas très élevées par

avons des pluviométries qui dépassent la normale, il faut automatiquement s'attendre à des cas d'inondation. L'inondation, c'est un risque secondaire qui découle d'un

Rencontre des journalistes africains de Conakry

**La 2ème édition annoncée pour les 10 et 11 juin**

**La 2ème édition de la Rencontre des journalistes africains de Conakry (REJAC) se tiendra les 10 et 11 juin prochain dans la capitale guinéenne. C'est une initiative du journal "Le Punch", visant à réunir, chaque année à Conakry, des journalistes africains autour d'une thématique d'intérêt commun.**

« L'objectif de cette rencontre est de présenter à vous, les médias, ainsi qu'à l'opinion publique nationale et internationale, le démarrage des activités de la deuxième édition de la Rencontre

l'organisation technique et matérielle de cette édition de la REJAC. La thématique de cette année est : "Médias et changement climatique". L'année

de cette année, c'est que l'édition précédente s'était déroulée sur une seule journée. Ainsi, au regard des recommandations formulées par les panélistes et les participants, nous avons revu à la hausse le nombre de jours. D'autres innovations concernent également la thématique et les sous-thèmes développés autour du thème central, notamment celui portant sur les défis du journalisme environnemental », a indiqué Ismaël Camara, membre du Comité d'organisation de l'événement.

Cette année, les invités viendront des six pays que sont : la Côte d'Ivoire, le Mali, le Togo, le Burkina Faso, le Congo-Brazzaville et le Sénégal.

Boubacar Sanso Barry, un autre membre du comité d'organisation, a indiqué que les thèmes retenus revêtent une importance particulière.

« Pour nous, journalistes, quand on parle de changement climatique, c'est une thématique, un concept que nous utilisons régulièrement, mais je ne suis pas très sûr que nous sachions, dans le contexte de la Guinée, en quoi consiste le changement climatique, comment cela se ressent, et surtout comment nous pouvons traduire cette thématique à l'endroit des populations qui nous lisent, qui nous écoutent, qui nous regardent à la télé. Donc, l'idée, c'est de discuter, notamment avec les spécialistes du ministère de l'Environnement, de ce en quoi consiste ce changement climatique dans nos pays, comment ce changement climatique se décline. Outre cette thématique-là, il y a le premier sous-thème : les défis du journalisme environnemental en Afrique. Vous savez que la notion de changement climatique est très liée à l'environnement, mais pour être journaliste, qu'est-ce qu'il faut ?

À quoi le journalisme environnemental est-il confronté en Afrique ? Est-ce un défi d'ordre économique ? Est-ce un défi d'ordre de formation ? Est-ce un défi d'ordre éditorial ? Le deuxième sous-thème, c'est la gestion des aires protégées en lien avec le changement climatique. Quel est le lien ? Quand on assure une bonne gestion des aires protégées, en quoi cela influence-t-il le changement climatique dans nos pays ? Et puis, le dernier sous-thème, c'est : médias et exploitation minière, entre opportunités économiques et vigilance écologique. Notre pays est un pays hautement minier et, très souvent, quand nous travaillons notamment dans la zone de Boké, nous avons des plaintes en lien avec l'exploitation minière, notamment sur la dégradation de l'environnement liée à cette exploitation. Du coup, nous, journalistes, quelle doit être notre place ? », dira-t-il.

Mamadou Oury



des journalistes africains de Conakry. Il s'agit aussi de faire le point sur ce qui a été fait et ce qui

passée, le thème portait sur les journalistes et l'intelligence artificielle. La première innovation

Ligue 1 française

**Un 14ème sacre pour le Paris Saint-Germain**

**Le mercredi 13 mai 2026, le Paris Saint-Germain d'est déplacé sur le terrain de son dauphin, le Racing Club de Lens, au compte de la 29e journée de Ligue 1 (match en retard). A l'arrivée, la bande à Dembélé s'est logiquement imposée 2-0 pour s'adjuger un 14ème titre dans le championnat français de première division.**

Au terme d'une saison 2024-25 historique marquée par un premier sacre en Ligue des champions, le PSG caressait le grand espoir de bâtir une dynastie. En décrochant leur cinquième titre d'affilée, les Parisiens ont rempli la première partie de leur mission, mais le plus dur reste devant eux, avec la finale de Ligue des champions prévue le 30 mai à Budapest, en Hongrie, contre Arsenal.

Rempporter le Championnat avec un budget qui écrase la concurrence était attendu, mais la domination du PSG n'a pas été aussi nette que les années précédentes. Ses adversaires se sont

plus nombreux et surtout des défaites inhabituelles : quatre au total dont trois depuis février à Rennes (3-1), qui avait déclenché une remontrance du Ballon d'or Ousmane Dembélé poussant ses coéquipiers à jouer plus collectif ; celle contre Monaco (3-1) un mois plus tard ; et la dernière contre l'Olympique lyonnais (2-1).

Sans oublier le revers lors du « Classique » (1-0) le 22 septembre - une première depuis 2011 au vélodrome -, qui avait été quelque peu éclipsé par le sacre de Dembélé au Ballon d'or le même soir, ou l'élimination précoce en Coupe de France face au Paris FC en janvier.

Ces défaites semblaient refléter un épuisement général de l'effectif, avec la conséquence d'un jeu collectif moins impressionnant et moins huilé.

Mais grâce au travail du staff et à la montée en puissance des cadres et des remplaçants, Paris a redressé la barre en Ligue 1 et en Ligue des champions au début du printemps pour empocher ce nouveau titre. Les Parisiens ont aussi profité de la baisse de régime des joueurs de Pierre Sage, qui ont commencé à perdre au moment où Paris gagnait de nouveau.

Le championnat a permis aussi à Luis Enrique d'effectuer des rotations, nécessaires pour aller encore aussi loin en Ligue des champions.

Sur la route d'un doublé, l'ossature du groupe parisien est restée quasiment inchangée par rapport à l'année dernière, même si les arrivées du gardien français Lucas Chevalier - N°1 mais devenu remplaçant au cours de la saison - et du défenseur ukrainien Illia Zabarnyi ont changé un peu la donne.

La Ligue 1 a permis aussi de remettre en confiance Warren Zaire-Emery, redevenu un maillon essentiel de l'effectif grâce à un physique impressionnant.

Les habitués remplaçants, Lucas Hernandez, Lee Kang-in ou Gonçalo Ramos ont fait le travail nécessaire, même s'ils ont souvent déçu. À l'inverse de Lucas Beraldo, qui a connu une surprenante fin de saison en étant repositionné au poste de sentinelle au milieu. Sans oublier les jeunes « titis » du centre de formation du PSG, Senny Mayulu ou Ibrahim Mbaye, qui ont aidé le club au moment où l'infirmerie était pleine.

Mamadou Oury



montrés plus motivés que jamais à l'idée de se frotter au champion d'Europe, comme l'avait pressenti l'entraîneur Luis Enrique l'été dernier. Il a eu raison, et cette concurrence a eu un nom: Lens.

Le coach espagnol l'a répété tout au long de la saison: les difficultés rencontrées en Ligue 1 ne sont pas dues à une baisse de niveau du PSG mais à la saison fantastique de Lens. « Vous voulez un championnat plus disputé et c'est un championnat disputé. Lens continue de gagner des matchs et ce sera difficile jusqu'au dernier », disait-il encore fin avril. Mais d'autres raisons existent : une saison dernière à rallonge avec la Coupe du monde des clubs, une très courte préparation estivale, des blessures à la pelle, les absences longues de certains cadres (Dembélé, Hakimi) et une fatigue physique chronique. Avec pour conséquence, des matches nuls

Vie de la nation

**Le Printemps de la rigueur et le cap de Mai 2026**

**La semaine du 7 au 13 mai 2026 restera sans doute dans les annales comme celle d'une accélération majeure pour la République de Guinée.**

Entre les préparatifs fiévreux du double scrutin législatif et communal, et le rappel salutaire de la prééminence du droit, le pays se trouve à la croisée des chemins, porté par un vent de réformes qui bouscule les habitudes.

La Justice comme Boussole : Un vent de clarté

Le fait marquant de cette semaine est, sans conteste, le signal fort envoyé par l'appareil judiciaire. Alors que Conakry accueillait les audiences hors-siège de la

par le respect des textes et la transparence. Lorsque la justice dit le droit avec une telle célérité, elle cesse d'être un concept abstrait pour devenir cette « boussole » tant espérée.

Politique : Le compte à rebours est lancé

Sur le plan politique, le lancement officiel de la campagne pour les communales le 11 mai a plongé le pays dans une effervescence démocratique. À moins de trois semaines du

Économie et Social : Entre espoir minier et réalités quotidiennes

L'actualité économique a été marquée par la revue annuelle des projets financés par nos partenaires techniques et financiers. Si l'horizon « Simandou 2040 » continue de structurer les ambitions à long terme, le quotidien des Guinéens reste marqué par des signaux contrastés. D'un côté, une révolution administrative avec l'obtention du passeport en 24 heures — une avancée majeure pour la mobilité — et de l'autre, des tensions sociales latentes, illustrées par le préavis de grève au sein de Vista Gui.

La vigilance reste également de mise sur le front de la santé publique. La saisie de près de 170 cartons de médicaments impropres à Kankan rappelle que la lutte contre le marché illicite des produits pharmaceutiques est un combat de chaque instant pour la survie de nos populations. Conclusion

En cette mi-mai, la Guinée se cherche une cohérence entre ses ambitions de grandeur et la nécessité de rigueur dans sa gestion interne. Pour les médias, le défi est de taille : accompagner ce processus électoral avec impartialité. Car si la justice est la boussole, une presse libre et responsable est le phare qui permet d'éviter les récifs de la désinformation.

Mamadou Aliou Diakité



Cour de justice de la CEDEAO, nos tribunaux nationaux, notamment le TPI de Kaloum, ont démontré une capacité de discernement qui reconforte le citoyen. La décision rendue le 12 mai concernant la gestion des subventions électorales au sein des associations de presse n'est pas qu'une simple ordonnance de référé ; c'est un acte de salubrité publique. Elle rappelle que la légitimité ne se décrète pas dans l'ombre, mais se gagne

31 mai, la Direction Générale des Élections (DGE) est sous le feu des projecteurs. La remise du découpage électoral aux candidats jeudi témoigne d'une volonté d'inclusion, même si les défis logistiques restent immenses. Le défi pour la classe politique sera de transformer cette ferveur en un débat d'idées constructif, loin des invectives, pour que ces élections locales soient le socle d'une décentralisation véritable.

INTERVIEW

Colons israéliens

## Ce que l'on sait des nouvelles sanctions européennes et de leur véritable portée

**C'est la conséquence de la défaite électorale de Viktor Orbán en Hongrie : affranchie du veto de Budapest, l'Union européenne a adopté, lundi 11 mai 2026, une série de sanctions visant sept organisations et individus israéliens « coupables de soutenir la colonisation extrémiste et violente de la Cisjordanie », selon les termes du chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot. Ces mesures s'ajoutent aux sanctions européennes déjà adoptées en 2024.**

politique et s'adresse au gouvernement israélien. Mais dans l'Union européenne et en dehors, des voix jugent les mesures insuffisantes. L'Union européenne (UE) n'a pas encore officialisé la liste des entités et des individus sanctionnés, mais l'ONG israélienne anti-colonisation La Paix Maintenant en a nommé quatre : Amana, une puissante organisation qui finance et construit en Cisjordanie occupée, HaShomer Yosh (« la Garde de Judée-Samarie

Haaretz nomme trois dirigeants de ces groupes également visés par les mesures européennes : Daniella Weiss (Nachala), Avichai Suissa (ancien directeur de Hashomer Yosh) et Meir Deutsch (Regavim). « C'est un signal beaucoup plus fort que ce qui a été fait dans le passé, estime la sociologue israélienne Perle Nicolle-Hassid, spécialiste de l'extrême-droite et de la colonisation. On n'est plus seulement dans le ciblage d'individus responsables de

Également sanctionnée par l'UE dès 2024, Lehava, une organisation d'obédience kahaniste, ce mouvement ouvertement raciste dont l'héritier le plus connu est l'actuel ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir. En 2026, le message « est beaucoup plus politique, explique Perle Nicolle-Hassid, car les organisations sanctionnées sont celles qui soutiennent l'expansion sans limite des colonies et l'annexion de la Cisjordanie. Regavim, HaShomer Yosh, Nachala sont perçues comme parfaitement légitimes dans une bonne partie de l'opinion de droite et du camp sioniste religieux, bien au-delà des cercles radicaux ». Et certaines organisations « travaillent main dans la main avec des institutions israéliennes », poursuit la sociologue du Centre H. Truman de l'université hébraïque de Jérusalem.

La France et la Suède demandent l'instauration de droits de douane sur les produits importés des colonies

Difficile de mesurer l'impact direct de ces sanctions – dont le gel des avoirs et l'interdiction d'entrée dans l'UE –, notamment sur la capacité de ces organisations à se financer. « D'autant que ces groupes reçoivent principalement des dons venus des États-Unis », rappelle Perle Nicolle-Hassid. Sous l'administration Biden, Washington a imposé des sanctions

visant, là-encore, des individus et des entités liés à la violence des colons. Des mesures levées par Donald Trump dès son retour à la Maison Blanche début 2025. Ces sanctions européennes adressent un message au gouvernement israélien, qui assume et revendique sa politique de colonisation et qui a vivement rejeté l'annonce des 27. Mais plusieurs voix au sein même de l'Union européenne appellent à aller beaucoup plus loin, compte tenu de la recrudescence de la violence en Cisjordanie et de la situation humanitaire désastreuse à Gaza.

Un Palestinien inspecte un véhicule incendié après des violences de colons israéliens près de Naplouse, à Deir al-Hatab, en Cisjordanie occupée, le 23 mars 2026. AP - Majdi Mohammed

La France et la Suède ont ainsi demandé l'instauration de droits de douane sur les produits importés des colonies illégales. « Nous estimons que l'UE doit de toute urgence accroître la pression sur Israël afin qu'il mette un terme à sa politique et à ses pratiques en matière de colonisation », ont écrit les deux pays dans un document commun. Mais il n'y avait toujours pas de consensus parmi les 27 États membres sur des sanctions commerciales plus sévères.

« L'Europe se comporte presque comme un tigre de papier »

Pour Michael Lynk, professeur émérite à la Western University au Canada et ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de

l'homme en Cisjordanie occupée, c'est une occasion manquée. « L'Europe, qui est le premier partenaire commercial et qui dispose d'énormes atouts diplomatiques et économiques pour imposer à Israël des coûts significatifs, se comporte presque comme un tigre de papier », se désole-t-il. Celui qui a occupé le poste de rapporteur spécial de 2016 à 2022 plaide pour la fin des accords commerciaux préférentiels avec Israël, mais aussi la remise en cause des relations culturelles, universitaires en raison du rôle du gouvernement israélien dans l'expansion des colonies illégales.

« Israël dépense officiellement des millions et des millions de dollars pour étendre les colonies, rappelle Michael Lynk. Depuis près de 60 ans, elles constituent un projet actif soutenu par l'État israélien. Israël n'a jamais connu ni subi de sanctions significatives de la part d'aucun de ses principaux partenaires commerciaux. »

Le juriste rappelle également les États européens à leurs obligations : « Non seulement les colonies sont illégales au regard du droit international, mais elles constituent également un crime de guerre au regard de la législation de pratiquement tous les pays d'Europe » qui ont signé le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale. Selon l'ONU, rien qu'en 2025, 230 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie occupée par les forces israéliennes et les colons.

RFI



») qui rassemble des jeunes colons installés dans des « avant-postes » illégaux au regard même des autorités israéliennes, Regavim qui promeut ouvertement la dépossession des Palestiniens de leurs terres, et Nachala qui encourage la colonisation de la Cisjordanie occupée et plaide pour le retour de colons israéliens dans la bande de Gaza.

RFI est en mesure de confirmer cette liste d'entités sanctionnées. En outre, le quotidien israélien

violences visant des Palestiniens. » En effet, les premières sanctions européennes, en 2024, visaient des membres de la mouvance la plus radicale des colons, notamment ceux qui se surnomment « les jeunes des collines », dont les campements sont visibles en périphérie des colonies de Cisjordanie occupée : des « avant-postes » de mobil-homes ou de tentes d'où partent les innombrables attaques documentées visant des Palestiniens et leurs propriétés.

Sénégal

## Experts et économistes cherchent des « alternatives » au FMI pour régler la dette

**Au Sénégal, alors que le pays se débat depuis plusieurs mois avec une dette vertigineuse, paralysant toute politique publique d'investissement, une conférence réunissant experts et économistes veut proposer des solutions alternatives à celles proposées par les institutions financières internationales.**

Dakar est en discussion depuis plus d'un an avec le Fonds monétaire international (FMI) sans qu'un accord sur la reprise d'un prêt n'ait été trouvé pour le moment.

Organisée sous le patronage d'Ousmane Sonko, le Premier ministre ne s'est finalement pas rendu à l'ouverture de cette conférence sur la crise de la dette à Dakar, « souffrant », selon la ministre de la justice Yacine Fall.

À sa place, c'est le président du

groupe parlementaire des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) au pouvoir, Ayib Daffé, qui s'est exprimé, assurant qu'il y avait urgence à « élargir les perspectives » et « sortir de la pensée unique ». Sous entendu : la proposition du Fonds monétaire international (FMI) de restructurer la dette du Sénégal, c'est-à-dire renégocier les conditions d'emprunts en cas d'impossibilité de rembourser sa dette, une option rejetée par

Dakar.

« Il faut des alternatives »

Tous les économistes à cette conférence, comme Ndongo Samba Sylla, chercheur pour le département Afrique du réseau d'économistes IDEAs (International Development Economics Associates) assurent que « la dette extérieure n'est pas soutenable » pour le Sénégal, contrairement à ce qu'assuraient jusqu'ici les autorités, et qu'il y a urgence à trouver des solutions. « En trois ans, le pays va payer plus [pour le service de la dette] qu'en douze ans sous Macky Sall », assure Ndongo Samba Sylla. Selon lui, la crise de la dette au Sénégal était prévisible depuis 2019.

Un avis partagé par l'économiste Souleymane Bah. Le pays n'a pas assez pour rembourser l'argent dû aux créanciers étrangers, comme explique-t-il : « Les revenus de l'État actuellement ne permettent pas de payer le principal et les intérêts, indique-t-il. Et ce qu'ils font d'habitude, sur cette dette extérieure, c'est d'emprunter pour repayer. Avec

les taux d'intérêt qui continuent à augmenter, ce n'est pas du tout une solution. Il faut d'autres alternatives. »

Explorer des solutions alternatives, c'est donc tout l'objet de cette conférence organisée par le groupe de réflexion Ideas Africa Network, pour qui le FMI n'offre pas de bonne solution.

« Parce que le FMI a une approche qui est opposée à la transformation économique, estime Ndongo Samba Sylla, l'un des chercheurs et économiste de Ideas. C'est une approche purement comptable, et pro-crancier. Le FMI va tout faire pour vous prêter de l'argent, pour que vous puissiez donner le signal que vous pouvez emprunter de nouveau, que vous pouvez payer les créanciers, mais pas pour investir dans la transformation économique. »

Parmi les pistes évoquées : la réforme du système monétaire, sortir du Franc CFA, ou encore demander l'annulation d'une partie de la dette jugée « illégitime », puisque contractée de façon opaque, sans avoir été déclarée par l'administration

précédente, assure l'économiste Souleymane Bah : « Nous avons montré que la dette était frauduleuse, elle nuit à la population et troisièmement elle n'a pas été rendue publique, la population n'était pas au courant et donc ce sont des critères que le Sénégal peut utiliser pour demander une annulation de la dette comme l'Uruguay l'a fait en 2008 ». Souleymane Bah qui pointe une responsabilité partagée du FMI et de la Banque mondiale « qui selon l'article 4 qui sont censés surveiller, monitorer, donc il y a eu des failles à ce niveau là », poursuit l'économiste.

Mais serait ce une nouvelle contradiction du tandem au pouvoir. Pendant qu'à Dakar, les experts, sous le patronage du Premier ministre Ousmane Sonko, réfléchissaient à des solutions en dehors du Fonds monétaire international, le chef de l'État Bassirou Diomaye Faye était à Nairobi, au Kenya, et rencontrait la directrice du FMI, Kristalina Georgieva, sans plus d'avancées pour le moment.

RFI



## Hantavirus

# Comment l'Argentine a contenu l'épidémie de 2019 en Patagonie

**De fin 2018 à début 2019, le village patagonien d'Epuýén connaît une épidémie entraînant 34 infections confirmées et 11 décès, tous liés à l'hantavirus Andes, la même souche affectant les patients du navire de croisière MV Hondius. La gestion de la crise argentine est depuis considérée comme un cas d'école.**

Le 3 novembre 2018, plus d'une centaine de personnes se retrouvent pour un anniversaire à Epuýén, petit village de Patagonie de quelques milliers d'habitants. Parmi elles, un ouvrier agricole de 68 ans, qui a récemment cueilli des champignons en zone rurale, présente des symptômes grippaux. Quelques jours plus tard, le diagnostic tombe. Ce sera le cas index d'une épidémie d'hantavirus qui fera 34 malades et 11 morts entre novembre 2018 et mars 2019.

« À l'époque, on savait très peu de choses sur la maladie. La transmission d'humain à humain a été découverte pour la première fois en 1996 » à El Bolsón, à 40 km d'Epuýén, rappelle à l'AFP Jorge Díaz, épidémiologiste au ministère de la Santé de Chubut. L'hantavirus est endémique en Argentine – autour de 100 cas par an – mais la souche Andes, seule à avoir montré une transmission entre humains, est concentrée dans des provinces patagoniennes de Chubut, Neuquen et Rio Negro.

« Notre expérience avec ce virus est très limitée », confirme le microbiologiste Gustavo Palacios, aujourd'hui à l'École de médecine Icahn du Mont Sinai à New York, interrogé par CNN. « On compte probablement moins de 300 cas de transmission interhumaine du virus Andes depuis son apparition [...] et environ 3 000 cas confirmés au total. »

#### Transmission rapide

L'enquête épidémiologique, analysée dans une étude publiée en 2020 dans le *New England Journal of Medicine*, reconstitue une chaîne de transmission d'une rare précision. Le premier patient, présent à la fête du 3 novembre, contamine cinq personnes en 90 minutes : deux assises à 30

cm de lui, deux à plus d'un mètre, et une cinquième croisée brièvement sur le chemin des toilettes. L'étude révèle donc que des contacts de courte durée ont suffi à la transmission, généralement par « inhalation de gouttelettes ».

Deux autres « super-contaminateurs » alimentent la flambée : un homme de 61 ans, à la vie sociale active, infecte six personnes avant de mourir 16 jours après le début des symptômes ; son épouse, fiévreuse lors de sa veillée

vécue avec un cas confirmé ou ayant eu un contact étroit avec lui doit rester à domicile, porter un masque à haute efficacité et bénéficier d'un suivi clinique quotidien.

« La quarantaine obligeait les contacts d'une personne positive à s'isoler 45 jours », détaille Jorge Díaz à l'AFP. L'incubation, d'abord estimée à 30 jours, est portée à 45 après l'observation de cas tardifs. À Epuýén, jusqu'à 142 personnes sont isolées à différents moments, dans une ville de 3 000 à 4 000 habitants. Un juge ordonne

encore aujourd'hui un souvenir traumatique pour la localité.

#### Zéro infection professionnelle

L'Organisation mondiale de la santé souligne que la réponse repose sur des équipes pluridisciplinaires, le renforcement de la surveillance, la recherche active de cas, le contrôle environnemental, la mise en œuvre de mesures de prévention et la prise en charge sécurisée des patients. Plus de 80 professionnels de santé – médecins, infirmiers,

désormais considérés comme un modèle », pointe Infobae.

#### Un modèle, selon l'OMS

Le virus se transmet habituellement par les rongeurs – le « ratón colilargo », rat à longue queue –, mais la souche Andes fait exception. Dans la « comarca andina » – corridor de villages dans un paysage andin de lacs et forêts – les habitants ont appris à « vivre avec le hanta » : aération des garages et hangars, nettoyage à l'eau de Javel des espaces susceptibles d'abriter des rongeurs, vigilance accrue. Désormais, conclut Jorge Díaz, « chaque fois que survient un cas d'hantavirus (Andes), l'isolement est prescrit ou recommandé ».

Lorsque les premiers cas d'hantavirus Andes ont été détectés à bord du navire de croisière MV Hondius, parti d'Ushuaia, plusieurs pays européens se sont inspirés directement de cette expérience. Les autorités des Pays-Bas et l'Espagne ont adopté des approches similaires à celles mises en œuvre en Argentine, rappelle ABC: « elles ont isolé les patients dans des établissements médicaux sécurisés tout en s'efforçant de suivre leurs déplacements ».

« Si nous suivons les mesures de santé publique et les enseignements tirés de l'expérience argentine, nous pouvons briser cette chaîne de transmission », a déclaré Abdi Rahman Mahamud, responsable des alertes et ripostes de l'OMS. Il n'existe toujours ni vaccin ni traitement spécifique validé contre l'hantavirus Andes. Mais pour l'agence onusienne, le cas argentin illustre qu'une réponse rapide et coordonnée peut enrayer une épidémie locale, même avec un pathogène émergent.

RFI



funèbre, en infecte dix autres, tombées malades entre 17 et 40 jours après l'événement. L'épidémie d'Epuýén montre que la fenêtre de contagiosité est très courte, environ une journée, avec un pic le jour où la fièvre se développe chez le patient. Favorisée par des événements collectifs, comme des fêtes, réunions familiales et funérailles.

#### Isolement respiratoire sélectif

Face à cette dynamique inhabituelle, les autorités de Chubut et le ministère de la Santé rompent avec les pratiques classiques. Fin décembre 2018, elles instaurent un dispositif inédit : l'« isolement respiratoire sélectif » (IRS). Toute personne asymptomatique ayant

même à 85 résidents de rester confinés chez eux pendant un mois, rapporte ABC. Les rues se vident, des panneaux « No pasar » apparaissent aux portes de l'hôpital.

Cette politique, très intrusive pour une petite communauté, s'accompagne de visites médicales quotidiennes avec des prises de température, des prélèvements et du soutien psychologique. « Des familles entières ont été mises en quarantaine, les entreprises et les écoles ont adapté leur fonctionnement [...] les personnes isolées étaient confrontées à la peur, à l'incertitude et à la stigmatisation sociale », résume le média argentin Infobae. L'évènement

microbiologistes, épidémiologistes, travailleurs sociaux – se sont mobilisés à Epuýén et dans la région. Et malgré des contacts étroits avec des patients gravement malades, aucun de ces soignants n'a été infecté au cours de l'opération.

Deux cas ont été signalés dans un petit hôpital rural, probablement exposés avant l'application stricte des protocoles. Pour les experts, cela confirme les vertus des mesures une fois en place. Un rapport de la Société argentine des maladies infectieuses (SADI) a mis en avant « l'efficacité des mesures épidémiologiques, le travail conjoint des différents acteurs, la réactivité des équipes de santé et l'élaboration de protocoles